
Arrondissement de TOURS

Réunion d'école publique

01. Quelles sont les valeurs de l'Ecole républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Une des valeurs de l'Ecole: l'égalité.

L'Ecole doit donner les mêmes chances de réussite à tous en donnant plus à ceux qui ont le moins. Comment assurer ses missions quand des écoles non classées en ZEP accueillant des enfants d'origine étrangère en grande difficulté linguistique et de nombreux cas sociaux disposent des mêmes moyens qu'une école accueillant des enfants plus favorisés.

L'Ecole ne doit pas être à la carte : les méthodes doivent être adaptées en fonction de la diversité des publics mais les objectifs doivent demeurer les mêmes pour tous les élèves.

Jusqu'où peut-on adapter les méthodes? Les méthodes dépendent aussi des moyens : peut-on véritablement travailler sur les méthodes quand dans une classe, l'enseignant est seul face à 29 élèves dont 13 en difficultés signalés et seulement 3 suivis ?

Les RASED sont incomplets et insuffisants notamment en zone rurale et leur efficacité s'en trouve considérablement affaiblie. Certains y voient une volonté de mettre en évidence l'inefficacité des RASED pour mieux les supprimer. Il faut plus de moyens pour l'aide aux enfants en difficultés.

Une autre valeur de l'Ecole : la laïcité.

L'Ecole a toujours rempli sa mission d'intégration (immigration italienne ou espagnole...) et doit permettre encore à chacun, quelle que soit son histoire, de devenir un citoyen intégré à la société avec ses droits et ses devoirs. Mais y arrive-t-elle encore ? Cette question fait débat. On parle plus de droit que de devoir.

L'Ecole est menacée dans son principe de laïcité. On la culpabilise. Elle ne peut apporter de solutions à tous les problèmes. L'Ecole de la République doit être tolérante pour permettre l'intégration. Mais au nom de la tolérance, on ne peut pas faire n'importe quoi. Elle doit rester, avec la plus grande rigueur, le lieu où se crée la Nation Française avec toutes ses composantes.

Chaque commune doit disposer d'une école publique laïque. L'« initiation à la foi » dans les écoles privées confessionnelles doit être de fait facultative.

La société évolue ; les modes de vie familiaux aussi. L'Ecole ne doit pas se substituer à la famille ni palier à ses manques.

La Laïcité est menacée par la marchandisation de la société.

La première mission de l'Ecole : transmettre les savoirs.

Il faut recentrer les missions de l'Ecole et ne pas confondre missions et valeurs.

La mission des enseignants est d'enseigner et tous les problèmes sociaux ou autres qui parasitent cette mission doivent être traités par d'autres adultes dans l'école. Des moyens sont indispensables pour créer des postes d'infirmières, assistants(es) sociaux(ales), assistants d'éducation.

12. Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'Ecole peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves.

Ouvrir l'Ecole pour la rendre ainsi que son fonctionnement lisibles aux parents.

Favoriser un véritable dialogue avec les parents. Etablir une complicité parents-enseignants. Les rôles doivent toutefois être parfaitement définis et chacun doit rester dans celui qui lui revient. Le vécu de certains parents en tant qu'élèves rend souvent la relation parents-enseignants difficile voire impossible.

L'image de l'Ecole est souvent négative. Les réformes tous azimuts, le manque de moyens (remplacement des congés, formation continue, aide aux enfants en difficulté, non remplacement des AE par des Assistants d'éducation dans les écoles, bricolage dans l'enseignement des langues étrangères, scolarisation des enfants avant 3 ans en régression, manque d'harmonisation dans l'organisation des rythmes...) exposent l'Ecole aux critiques (parents, société civile ou politique) et la discréditent. Face à cette situation, les enseignants ne se sentent soutenus ni par leur hiérarchie ni par l'institution.

L'Ecole n'a pas le monopole de l'éducation. Les autres acteurs qui ne doivent pas être opposés (parents, associations, éducateurs, animateurs...) doivent partager les mêmes valeurs et mesurer les enjeux : respect de soi et des autres, santé, hygiène...

Trop d'enfants croulent sous les activités extra-scolaires. Laissons le temps aux enfants de ne rien faire ou de jouer !

Le coût de certaines disciplines pose le problème de leur accessibilité par les plus démunis. Toutefois des exemples montrent que les enfants ne participent pas massivement à des activités proposées dans le cadre des CEL hors du temps et du cadre scolaire et dont le coût n'est pourtant pas un obstacle. La responsabilité et l'autorité des parents sont mises en cause.

Nécessité de bien différencier les temps extra-scolaires et l'Ecole : éviter les CLSH dans les locaux scolaires. Certains enfants séjournent dans les locaux scolaires de 7h30 à 18h30 mercredi compris pour y pratiquer des activités différentes, encadrées par des intervenants multiples et divers. Comment peuvent-ils s'y retrouver ?

Les activités péri-scolaires répondent le plus souvent à un besoin de garde de l'enfant et ne correspondent que rarement à un projet enfant-parents.

17. Comment améliorer la qualité de la vie des élèves à l'école.

Les rythmes

Aménager la journée scolaire en fonction des niveaux (maternelle/élémentaire) : il est impensable qu'un enfant de 3 ans ait la même journée qu'un grand de 9 ans. Les enfants de maternelle doivent pouvoir avoir la possibilité de faire la sieste en fonction de leurs besoins : ni obligation, ni interdiction.

Doter les écoles maternelles de dortoirs adaptés et offrant un nombre de places suffisant.

Equilibrer la longueur des « trimestres ». La semaine de 4 jours allonge le premier « trimestre » qui représente près de la moitié de l'année scolaire.

Respecter l'alternance 7/2.

Certains parents (pas tous) soulignent l'intérêt de la libération du samedi matin notamment pour les pères et les familles éclatées. Les enseignants sont plutôt partisans du samedi matin travaillé pour des raisons pédagogiques. Une coupure de 2 jours est préjudiciable.

Une étude montre que l'organisation de la semaine en 4 jours ne change rien pour les enfants dits favorisés tandis qu'elle est catastrophique pour les enfants des milieux défavorisés.

Dans ce débat on parle plus de l'intérêt des adultes que de celui des enfants.

L'organisation de la semaine en 4 jours implique obligatoirement une prise en charge collective que certaines communes ne peuvent financer. C'est une source d'inégalité.

En tout état de cause, les rythmes scolaires doivent être harmonisés à l'échelon du département voire du territoire national.

Remarques complémentaires sur le débat

Un participant regrette les conditions dans lesquelles a été organisé le débat : précipitation, manque de moyens pour informer les familles, difficulté pour les parents de participer au débat alors que les enfants leur ont été confiés.

Un autre, enseignant, fait remarquer que le débat a été refusé en mai-juin 2003 et s'interroge sur le sens de cette consultation. Personne, dit-il ne se fait d'illusion quant à l'issue de cette consultation et comprend que certains enseignants aient refusé de participer à cette mascarade. Ces deux remarques semblent faire la quasi unanimité dans la salle.

Trois priorités pour l'école

1. Donner plus de moyens pour aider les enfants en difficulté, multiplier et compléter les RASED.
2. Harmoniser à l'échelon national ou du département les rythmes scolaires en tenant compte des études, des expériences qui ont été évaluées et de l'intérêt de l'enfant.
3. Fournir à l'École les moyens indispensables en personnels (Enseignants, Assistants d'Education, Assistants Sociaux, Médecins, Infirmières) permettant de former des citoyens bien intégrés à la société disposant de droits et de devoirs, la réussite étant un facteur d'intégration.